

Juge Administratif Et La Primaute Du Droit Communautaire

Droit constitutionnel Droit administratif 2018. Méthodologie & sujets corrigés L'Union européenne L'article 13 du traité CE Manuel de droit de l'Union européenne Revue française de droit administratif La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique en droit français L'actualité juridique The Authority of EU Law Journées de la Société de législation comparée Conceptualisme et empirisme en droit administratif français L'Année canonique African Journal of International and Comparative Law Annuaire français de droit international Les coauteurs en droit administratif Recueil Le Dalloz Revue générale de droit international public Pratique du droit de la concurrence national et communautaire Le Conseil constitutionnel et l'alternance Le droit administratif sous l'influence de l'Europe La semaine juridique La loi française face à l'Europe À propos de l'administration française Le juge administratif et la primauté du droit communautaire Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger Droit administratif Recueil Dalloz Droit administratif Congrès africain sur la primauté du droit, Lagos (Nigéria), 3-7 janvier 1961 Revue trimestrielle de droit européen Droit international public Pouvoirs Law and European affairs Le rôle du juge administratif congolais dans l'émergence de l'Etat de droit The Challenge of Change for Judicial Systems Revue du Marché commun Les mutations du droit de l'administration en Europe Le juge administratif à l'aube du XXI^e siècle Traité de droit administratif Droit de la défense nationale

Droit constitutionnel

Loin d'être un frein à l'alternance, le Conseil constitutionnel en protège le principe en régulant ses effets juridiques. Il existe même une dialectique de légitimation réciproque : le Conseil constitutionnel légitime l'alternance et l'alternance légitime à son tour le Conseil constitutionnel. Protecteur du principe d'alternance, le Conseil constitutionnel joue le rôle d'aiguilleur des pouvoirs publics nationaux. Par ailleurs, les décisions de conformité sous réserve lui permettent de concilier les intérêts de l'opposition avec ceux de la majorité au pouvoir. Conférant aux réformes politiques un " certificat de constitutionnalité ", le Conseil constitutionnel rend possible le fonctionnement régulier de l'alternance et intègre les réformes politiques dans " l'ordre constitutionnel ". Le Conseil constitutionnel légitime, ainsi, le principe d'alternance. En excluant tout monopole du pouvoir par la majorité, la jurisprudence constitutionnelle garantit le principe d'alternance qui, réciproquement, légitime le rôle du Conseil constitutionnel. La multiplication des saisines du Conseil constitutionnel après chaque alternance confère un rôle crucial aux neuf sages. En se prononçant sur les réformes politiques consécutives à l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle majorité, la haute instance est conduite, en tant que gardienne de la primauté de la " volonté nationale " sur la " volonté générale ", à arbitrer les différends entre majorité et opposition. Les censures du juge constitutionnel sont critiquées par la majorité au pouvoir, certains allant jusqu'à préconiser de supprimer l'institution à la suite des décisions relatives à la modernisation sociale et à la Corse. Pourtant, la continuité de la jurisprudence constitutionnelle au-delà des alternances révèle la neutralité du juge constitutionnel. L'alternance légitime donc, en réalité, le Conseil constitutionnel.

Droit administratif 2018. Méthodologie & sujets corrigés

L'Union européenne

L'article 13 du traité CE

Manuel de droit de l'Union européenne

Revue française de droit administratif

La constitutionnalisation de l'exigence de sécurité juridique en droit français

L'actualité juridique

Des fiches pratiques pour réviser, une synthèse complète du cours, une préparation efficace aux examens, une consultation rapide sur un point précis. Cette troisième édition intègre les évolutions majeures qu'a connues le droit administratif ces dernières années en matière de décentralisation et de déconcentration, mais aussi en ce qui concerne la loi, les ordonnances, les règlements autonomes, la justice administrative, le contrôle du juge administratif. Cet ouvrage s'adresse aux étudiants de licence et de master, ainsi qu'à ceux qui préparent des concours administratifs. Il permet également une découverte rapide de la matière par les non spécialistes.

The Authority of EU Law

Journées de la Société de législation comparée

Conceptualisme et empirisme en droit administratif français

L'Année canonique

This book analyses the supposed erosion of the authority of EU law from various perspectives: legislation, jurisprudence of national supreme and constitutional courts, enforcement of Single Market rules, of EMU rules and of the rule of law. It discusses the interdependence between the perceived legitimacy of the European project and respect for the authority of EU law.

African Journal of International and Comparative Law

Annuaire français de droit international

Les coauteurs en droit administratif

Recueil Le Dalloz

Revue générale de droit international public

Pratique du droit de la concurrence national et communautaire

Le Conseil constitutionnel et l'alternance

Le droit de la concurrence concerne, à titre principal, la protection du fonctionnement normal du marché. Il ne doit pas être entendu d'une façon trop large et englober certains aspects du droit commercial. La particularité de ce droit est d'être à la fois communautaire et national et de faire intervenir diverses institutions des deux niveaux. La jurisprudence nationale s'inspire largement de la jurisprudence communautaire en la matière et les notions d'entente et d'abus de position dominante sont identiques. Le droit de la concurrence doit donc être appréhendé sans distinction du droit national et du droit communautaire. C'est ainsi qu'il est applicable effectivement, qu'il doit être intégré dans toute stratégie d'entreprise, et que le juge ou l'autorité de la concurrence doit s'en prévaloir. L'ouvrage d'Alain Guedj ci pour ambition de faciliter l'ici compréhension du droit de la concurrence ainsi entendu. Mettant largement à profit son expérience comme rapporteur permanent du Conseil de la concurrence, il propose, par une approche pragmatique, d'en expliquer non seulement les principes mais aussi les mécanismes, notamment au travers de l'analyse d'une vingtaine de concepts fondamentaux. Ce livre devrait permettre à tous ceux qui s'intéressent ou pratiquent ce droit de trouver, loin de la simple théorie économique et juridique, un " guide pratique ".

Le droit administratif sous l'influence de l'Europe

Le juge en général et le juge administratif en particulier sont des artisans de l'Etat de droit. Le contrôle juridictionnel qu'ils exercent sur l'administration demeure la garantie effective de l'Etat de droit et en conditionne la réalisation. Par sa mission délicate, après saisine, d'annuler les décisions des autorités administratives qui causent grief aux administrés, le juge administratif incarne un rôle cardinal dans l'émergence de l'Etat de droit.

La semaine juridique

Le manuel classique de Ferdinand Mélin-Soucramanien et Pierre Pactet s'adresse aux étudiants des facultés de droit, des instituts d'études politiques, aux candidats aux concours administratifs, ainsi qu'à tous ceux que la vie politique et institutionnelle ne laisse pas indifférents. Couvrant l'ensemble de la matière, il étudie successivement les données fondamentales des régimes politiques, les grands régimes étrangers (notamment, Allemagne, Chine, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Japon et Russie), l'histoire constitutionnelle française, et consacre plus de la moitié de ses développements à la Ve République, qui fait l'objet d'une analyse détaillée et complète. Conformément à une orientation qui a pris beaucoup d'importance, cet ouvrage met l'accent sur les problèmes juridiques et contentieux ' sans négliger pour autant l'Histoire et la vie politique ' en s'attachant toujours à en donner une présentation aussi claire et accessible que possible. La 33e édition est à jour de tous les changements intervenus jusqu'en août 2014. Ils concernent les régimes étrangers, en particulier l'Italie qui, après une profonde crise de régime, s'est donné un nouveau président du Conseil, M. Matteo Renzi, qui vient d'annoncer le 15 juillet 2014 une réforme institutionnelle sans précédent depuis 1947. En France, la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, qui a transformé la Constitution de 1958 en profondeur, continue de produire ses effets. En particulier, il peut être observé que l'engouement pour la question prioritaire de constitutionnalité ne s'est pas démenti. Depuis le 1er mars 2010, plusieurs milliers de questions de constitutionnalité ont été soulevées devant l'ensemble des juridictions françaises. En faisant entrer la Constitution dans les prétoires des tribunaux, la question prioritaire de constitutionnalité contribue à diffuser plus largement la culture de la Constitution. Sur le plan politique, le fait marquant aura été, après l'élection de François Hollande à la présidence de la République le 6 mai 2012 et la confirmation de cette victoire lors des élections législatives de juin 2012, le changement de Premier ministre opéré le 31 mars 2014.

La loi française face à l'Europe

L'exigence de sécurité juridique a envahi le discours juridique français, ce qui est symptomatique du besoin social accru de sécurité qui caractérise de manière générale les sociétés modernes. L'ampleur du questionnement au sujet de la sécurité juridique conduit à considérer qu'elle doit être imposée par les normes juridiques les plus élevées. Elle est ainsi l'objet d'un processus de constitutionnalisation qui, pour être diffus, n'en est pas moins réel. Le caractère largement implicite de ce processus invite à s'interroger sur ses fondements puis à en rechercher les manifestations dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel. La sécurité juridique est une exigence fondamentale de l'Etat de droit. En France, elle progresse en raison de l'insécurité nécessairement secrétée par le système juridique, notamment du fait de sa complexification croissante. Originaire d'Allemagne, elle traverse les frontières européennes, bénéficiant de la double propulsion que constituent les enseignements du droit comparé et le puissant effet unificateur des droits des Communautés européennes et de la Convention européenne des droits de l'homme. La sécurité juridique apparaît substantiellement reconnue par le Conseil constitutionnel, car il a formellement consacré certaines exigences qui en dérivent et renforce l'encadrement de la mutabilité législative, notamment dans ses formes les plus violentes. La

consécration formelle de la sécurité juridique semble possible, sur le fondement de l'article 16 de la Déclaration de 1789. Elle apparaît en outre opportune, sous la forme d'un objectif de valeur constitutionnelle, principalement car elle permettrait au Haut conseil de rationaliser sa jurisprudence et de renforcer la garantie de la sécurité juridique.

À propos de l'administration française

Le juge administratif et la primauté du droit communautaire

Aujourd'hui présent dans tous les secteurs du droit administratif, d'une complexité croissante, le maniement du droit communautaire est délicat. La reconnaissance de sa primauté et la sanction de sa violation qui en découle sont des questions redoutables pour le juge administratif devant continuellement concilier le respect des engagements communautaires de l'Etat et sa souveraineté.

Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger

Droit administratif

Présente la construction juridique de l'Union européenne et le fonctionnement de cette union : les bases constitutionnelles, le système institutionnel et le système de compétences de l'Union européenne, les perspectives de l'enjeu politique européen.

Recueil Dalloz

Droit administratif

Cet ouvrage présente une introduction générale à la fois claire et vivante, riche de données précises et de références pédagogiques, sur la nature et la portée des grandes problématiques du droit international contemporain. Le but premier de l'ouvrage est de rappeler les fondamentaux du droit international moderne, notamment dans le cadre des Nations Unies, pour rendre intelligibles les mutations rapides qui sont en cours sous nos yeux. Il constitue une synthèse des forces et des limites du droit dans le monde du XXI^e siècle, qu'il s'agisse des enjeux de la globalisation ou des défis du terrorisme, de la réforme des Nations Unies ou du développement de la justice internationale. Selon le principe de la collection « HyperCours », des outils pédagogiques, des schémas et des cartes viennent prolonger la réflexion sur des documents d'actualité et sur des thèmes essentiels. L'ouvrage offre ainsi autant de pistes pour une lecture à plusieurs niveaux, de l'initiation d'un public désireux de comprendre le cadre juridique des débats internationaux à une spécialisation plus poussée pour les étudiants en droit et en science politique.

Congrès africain sur la primauté du droit, Lagos (Nigéria), 3-7 janvier 1961

Après une longue période de développement des droits nationaux, l'intégration européenne semble conduire à un rapprochement des systèmes juridiques, par la formation d'un droit supraétatique européen. Pourtant l'analyse des mutations que le droit de l'administration a connues au cours des dernières décennies révèle, au contraire, la permanence et la capacité d'adaptation des systèmes nationaux juridiques. Le droit comparé met ainsi en évidence l'importance du droit de l'administration dans la constitution de "l'identité nationale des Etats membres" de l'Union européenne. Ce pluralisme juridique apparaît comme une donnée de base incontournable.

Revue trimestrielle de droit européen

Droit international public

L'administration est à la France ce que sont la champagne, la haute couture et la cuisine: une spécialité où elle se distingue, mais pour laquelle elle nourrit autant de méfiance que de fierté. Cette administration, la connaît-on bien, dans sa complexité et sa singularité à la fois ? Mesure-t-on exactement ses transformations récentes et sa marche vers la modernisation ? Quel regard enfin faut-il poser sur elle : admiratif, critique, sceptique ? Décrire l'administration, l'évaluer, la juger: c'est l'ambition de cet ouvrage. Pas de didactisme ici, mais la superposition éclairante de points de vue divers - celui du haut fonctionnaire ou du juge comme celui de l'opinion publique -, qui, à la manière d'un prisme, décompose et recompose son image. Sous ces regards croisés se dessine un portrait plus profond, plus lumineux, plus nuancé de l'administration française. Cet ouvrage, réalisé sous la direction de Françoise Gallouédec-Genuys, et préfacé par Renaud Denoix de Saint Marc, vice-président du Conseil d'Etat, est publié à l'occasion du 24e congrès de l'Institut international des sciences administratives (IISA).

Pouvoirs

Destinées aux étudiants suivant un enseignement juridique (Licence en droit, IEP, etc.), les Annales de droit administratif 2018 regroupent en un seul ouvrage : - des sujets d'examen corrigés, donnés dans une vingtaine d'Universités françaises, corrigés par les enseignants responsables de la matière et traitant de manière systématique les principaux thèmes du programme de droit administratif ; - des conseils méthodologiques : exposés des techniques de la dissertation, du commentaire d'arrêt, de l'étude de cas et de la recherche documentaire permettant de réussir les différents types d'exercices proposés dans le cadre du contrôle continu, des examens ou des concours. Complément nécessaire du manuel et des cours oraux dispensés, les Annales du droit sont un outil de révision indispensable pour préparer avec succès les épreuves écrites.

Law and European affairs

Contributions presented at the meetings of the Société de législation comparée

Le rôle du juge administratif congolais dans l'émergence de l'Etat de droit

The Challenge of Change for Judicial Systems

Le présent manuel porte sur les règles juridiques appliquées à l'activité de défense nationale en France. Les aspects de droit public (droit constitutionnel, droit administratif, droit européen) sont particulièrement abordés, le droit pénal étant également traité, notamment au regard de l'organisation judiciaire militaire. L'ouvrage est organisé en quatre parties : • la mission de défense nationale ; • l'organisation institutionnelle de la défense nationale ; • les moyens de la défense nationale ; • la responsabilité administrative en matière de défense nationale. Cette nouvelle édition actualisée tient compte des opérations au Mali, en Lybie, de la loi d'indemnisation des préjudices issus des essais nucléaires, du décret de septembre 2011 relatif à la passation et à l'exécution des marchés publics de défense ou de sécurité, ou bien encore de la loi de programmation militaire 2014-2019. Ce manuel, présentant l'originalité de s'appuyer sur de très nombreux exemples historiques et d'actualité afin de proposer une approche à la fois théorique et concrète, est destiné aux chercheurs et aux étudiants intéressés par les questions de défense nationale, ainsi qu'à tous les agents de la défense nationale.

Revue du Marché commun

Cet ouvrage donne une présentation d'ensemble de la construction de l'Europe communautaire. Après une introduction sur l'histoire de l'idée européenne et les grandes étapes de cette construction, il analyse successivement le cadre institutionnel, juridique et financier de l'Union, ses réalisations économiques (marché intérieur, politiques communes) et politiques (citoyenneté européenne, politique étrangère et de sécurité commune), les relations extérieures qu'elle noue avec le reste du monde. Il s'adresse ainsi en premier lieu aux étudiants des Facultés de droit et des Instituts d'études politiques qu'il accompagnera tout au long de leurs études en droit communautaire, ainsi qu'aux candidats aux concours de recrutement de la fonction publique et d'accès aux grandes écoles dont les programmes font une part de plus en plus grande aux questions européennes. Il intéressera aussi tous ceux qui, citoyens de l'Europe, cherchent à mieux comprendre le fonctionnement d'une organisation profondément originale et dont dépendra de plus en plus leur avenir. Cette sixième édition d'un Précis paru pour la première fois en 1965 reste fidèle à l'esprit de son créateur, mais son contenu a profondément évolué en fonction des réformes imposées par le Traité de Nice et les nombreux textes qui l'ont suivi. Si le projet de Constitution européenne est en "panne" l'Union élargie à 25 Etats, bientôt à 27, poursuit sa route et conduit ce Précis à s'enrichir constamment au rythme de ses parutions.

Les mutations du droit de l'administration en Europe

Le juge administratif à l'aube du XXIe siècle

Traité de droit administratif

Droit de la défense nationale

[ROMANCE](#) [ACTION & ADVENTURE](#) [MYSTERY & THRILLER](#) [BIOGRAPHIES & HISTORY](#) [CHILDREN'S](#) [YOUNG ADULT](#) [FANTASY](#) [HISTORICAL FICTION](#) [HORROR](#) [LITERARY FICTION](#) [NON-FICTION](#) [SCIENCE FICTION](#)